

Bruno Retailleau, **héritier** d'une tradition **algérophobe**

Les observateurs de la vie politique française qui ont cru discerner dans le discours de Bruno Retailleau à l'égard de l'Algérie une nouveauté se sont trompés, explique l'historien Alain Ruscio : l'ex-ministre de l'Intérieur entretient de fait une tradition « Algérie française » bien ancrée, qui a survécu aux années.

Alain RUSCIO, historien, co-animateur du site Histoirecoloniale.net

De quoi l'idée fixe de Bruno Retailleau sur l'Algérie est-elle le nom ? Pourquoi cette succession de menaces, de diatribes contre l'Algérie avec laquelle, après tout, nous avons des relations diplomatiques ? L'ex-ministre de l'Intérieur a-t-il oublié que son domaine d'action se limitait au territoire national ? Ou bien son subconscient lui a-t-il murmuré que l'Algérie en fait toujours partie, comme avant 1962 ? Qu'est-ce que le « retaillisme » ? Que nous dit-il sur la société française ?

Pour répondre à ces questions, l'étude la plus sérieuse, la plus documentée sur le présent se révèle insuffisante. Car le « retaillisme » n'est nullement un produit nouveau sur le marché des idées. C'est au contraire une vieillerie issue de cent-trente-deux années de colonisation, d'idéologie affirmant la « mission civilisatrice » de notre pays, une pensée hyper-réactionnaire qui n'a toujours pas digéré l'indépendance de cette Algérie. De Gaulle qui, même tardivement, même avec des tentatives de manipulation, avait compris que cette indépendance était devenue inéluctable, apparaît bien plus jeune que celui qui ose se réclamer de lui.

Sa politique, qui aboutit à la signature de

l'accord d'Evian, eut également un effet majeur sur la vie politique française, effet que l'on ressent encore aujourd'hui. Une partie, majoritaire, de la mouvance gaulliste, dont les « barons » (à la seule exception de Michel Debré, voir infra), suivirent cette évolution. Mais, très vite, des dissidents du gaullisme (Jacques Soustelle en étant la figure de proue), ou des hommes de la vieille droite s'y opposèrent de plus en plus farouchement. L'extrême droite réoccupa le terrain avec de plus en plus d'énergie, débouchant sur la violence absolue des deux côtés de la Méditerranée (crimes de l'OAS).

C'est de ce moment que date la faille qui sépara gaullistes et ultras, faille qui devint bientôt un gouffre. Rarement homme de droite fut plus vilipendé, insulté, haï même que de Gaulle, de la part de ses anciens partisans.

De « l'amer Michel » à l'agent « 12 A »

Cette opposition s'installa au sein même du gouvernement d'alors. L'opposition de Debré aux évolutions du général a été connue dans le cours même des événements. Mais, fidèle à de Gaulle plus qu'à

ses pensées profondes, Debré ravala son amertume (*Le Canard enchaîné* l'avait affublé du cruel surnom de « l'amer Michel », qui lui survécut) et accepta Evian, avant de quitter Matignon. Mais il est une autre opposition qui s'agita, plus secrète, plus hypocrite, mais aussi plus dangereuse, car liée aux éléments les plus actifs – les plus activistes – de l'Algérie française : celle de Valéry Giscard d'Estaing⁽¹⁾. Bien que non-gaulliste⁽²⁾, il fut un jeune membre des gouvernements, continûment, dès le début de la V^e République. Une rumeur sur une tendresse, pour ne pas dire plus, de Giscard pour l'OAS, courut dans le monde politique et sans doute journalistique dès le début de la décennie 1960, lancée par une extrême droite trop heureuse de jeter la zizanie chez ses adversaires.

Rumeur ? On doit certes toujours prendre ses distances avec le fumet malodorant des faux procès instruits par cette tendance. Mais, dans ce cas, ce fut un peu plus que cela. Le grand accusateur, le grand inquisiteur, fut maître Jacques Isorni⁽³⁾. L'avocat était fier de ses fidélités, à Vichy d'abord (il avait été l'avocat déterminé et finalement efficace de Pétain), à l'Algérie française

« Le « retaillisme » n'est nullement un produit nouveau sur le marché des idées. C'est au contraire une vieillerie issue de cent-trente-deux années de colonisation, d'idéologie affirmant la « mission civilisatrice » de notre pays, une pensée hyper-réactionnaire qui n'a toujours pas digéré l'indépendance de l'Algérie. »

(1) Une partie du présent article est reprise de mon ouvrage *Nostalgie. L'interminable histoire de l'OAS*, La Découverte, 2015.

(2) Il était membre du Centre national des indépendants d'Antoine Pinay et de Paul Reynaud, qui se situait sans réserve à la droite de la droite parlementaire.

(3) M^e Jacques Isorni, *Mémoires*, Vol. III, 1959-1987, Robert Laffont, 1987.

« Une rumeur sur une tendresse, pour ne pas dire plus, de Giscard pour l'OAS, courut dans le monde politique et sans doute journalistique dès le début de la décennie 1960, lancée par une extrême droite trop heureuse de jeter la zizanie chez ses adversaires. Une rumeur ? S'il faut prendre ses distances avec le fumet malodorant des faux procès, dans ce cas, ce fut un peu plus que cela... »

ensuite. Dans des documents savamment distillés, on commença à évoquer avec insistance un mystérieux agent « 12 A » – ce qui signifiait : premier informateur de l'équipe n° 12 de l'OAS-Métro –, et on laissa entendre qu'il pouvait bien s'agir de... Mais c'est après la fin de la guerre qu'une véritable « affaire » éclata. En mai 1962, maître Isorni donna à la presse un document, émanant de son client, l'ex-capitaine Ferrandi (l'aide de camp du général Raoul Salan), dont le procès commençait alors. Une formule marqua : « [...] *La sympathie agissante et efficace qu'avait manifestée au général Salan et à l'OAS un des ministres les plus importants de l'actuel gouvernement, notamment par la communication des comptes rendus des conseils des ministres* »⁽⁴⁾. *Le Monde*, qui publia cette information en dernière page, se refusa à citer un nom, pourtant alors dans toutes les têtes (et sur bien des lèvres). Les communistes, eux, ne se gênèrent pas et interrogèrent : « *Giscard d'Estaing renseignait-il Salan ?* »⁽⁵⁾.

Le réseau giscardien des « nostalgériques »

Après Evian, le pire, pour le jeune ministre, était à venir. Car son nom, cette fois, fut rendu public. En janvier 1963, le procès de Bastien-Thiry et de son commando du Petit-Clamart devait se tenir. Le principal accusé n'avait plus rien à perdre. Après une justification de son combat, il affirma dans une déclaration que « *deux ministres en exercice et probablement trois* » entretenaient des rapports avec l'OAS⁽⁶⁾. Il n'avança qu'un nom : « *Le nom de ministre que je veux citer, c'est le ministre de l'actuel gouvernement qui est à la fois un polytechnicien et inspecteur des Finances, c'est-à-dire M. Valéry Giscard d'Estaing, actuel ministre des Finances.* »

En toute logique, la carrière de Giscard aurait dû être brisée net. Il n'en fut rien. Vinrent les élections présidentielles de 1974. La campagne marqua la réintégra-

tion dans la vie politique « présentable » des politiciens roués de l'Algérie française et/ou de l'OAS, Alain Griotteray, Hubert Bassot, Pierre Sergent, l'ancien patron des tueurs de l'OAS⁽⁷⁾, etc. Ce dernier, amnistié depuis peu, siégea au QG de Giscard. Georges Bidault, ancien président de l'OAS (il avait succédé à Salan), appela égale-

(4) « M^e Isorni annonce des révélations de l'ex-capitaine Ferrandi », in *Le Monde*, 27 mai 1962.

(5) *L'Humanité*, 28 mai 1962.

(6) Déclaration du 11 février 1963.

(7) Après son retour en France, P. Sergent avait été peu de temps tenté par l'aventure alors nouvelle du Front national (1972). Après la campagne giscardienne de 1974, il fut ensuite membre du Centre national des indépendants et paysans, figura sur la liste de Simone Veil aux élections européennes de 1979, avant de revenir vers le Front national, qui en fera un député (1986).

(8) Mathias Bernard, *La Guerre des droites, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Odile Jacob, 2007.

(9) Patrick Devedjian, par contre, rejoindra le RPR.

(10) « M. Dominati : du gaullisme au giscardisme par l'Algérie française », in *Le Monde*, 19 juin 1977.

(11) C'est Dominati qui présenta Le Chevallier à Le Pen. On sait que Le Chevallier devint bien plus tard un maire FN controversé de Toulon. Voir Renaud Dély, « Ami personnel de Jean-Marie Le Pen, Jean-Marie Le Chevallier », in *Libération*, 20 juin 1995.

(12) François Nadiras, « Toulon-Marignane : histoires de plaques et de stèles », in Sébastien Jahan et Alain Ruscio (dir.), *Histoire de la Colonisation. Réhabilitations, falsifications, instrumentalisation*, éd. Les Indes savantes, 2007.

(13) *Le Monde*, 17 juin 1980, cité par François Nadiras, op. cit.

(14) Médecin avait été en ce domaine précurseur. Il avait inauguré dans sa ville de Nice, le 25 février 1973, un monument représentant une main tenant une urne, avec, sur la face arrière, l'inscription : « Roger Degueldre, symbole de l'Algérie française ». Mais il n'y avait pas, alors, de représentant de l'Etat (Jean-Philippe Ould-Aoudia, « L'OAS, aujourd'hui, au cœur de la République », in Sébastien Jahan et Alain Ruscio, op. cit.).

(15) Degueldre était le chef des commandos Delta, chargés des exécutions ; il avait entre autres ordonné l'assassinat de six membres des centres sociaux à la veille du cessez-le-feu (Alger, 15 mars 1962). Piegts et Dovecar avaient poignardé à mort le commissaire principal d'Alger, Roger Gavaury, pour le seul motif qu'il était légaliste et fidèle à la République (31 mai 1961).

(16) *Le Monde*, 19 juin 1980, cité par François Nadiras, op. cit.

(17) Id.

(18) Georges-Marc Benamou, *Un mensonge français. Retours sur la guerre d'Algérie*, Robert Laffont, 2003.

ment à voter Giscard ; l'hebdomadaire *Minute* fit campagne pour cet « *homme nouveau* », symbole de l'échec d'un gaullisme exécré⁽⁸⁾. Comme par hasard, c'est également à cette époque qu'Alain Madelin, Gérard Longuet et Claude Goasguen abandonnèrent leurs « engagements virils » d'Ordre nouveau pour entamer une carrière dans le giscardisme qui les fera ministres respectables⁽⁹⁾.

Outre Michel Poniatowski, dit « Ponia », un fidèle du giscardisme désormais présidentiel joua un grand rôle dans cette redistribution des cartes : Jacques Dominati⁽¹⁰⁾, par ailleurs lié à Jean-Marie Le Pen. Dominati eut comme chefs de cabinet deux ardents partisans de l'Algérie française : de 1974 à 1976, Jean-Marie Le Chevallier⁽¹¹⁾, puis, en 1977-1978, Gérard Longuet. Pendant plusieurs années, ces hommes seront les traits d'union entre giscardiens et lepénistes. En avril 1977, Dominati fut nommé officiellement secrétaire d'Etat aux rapatriés par Raymond Barre (mais chacun savait que Giscard décidait alors de tout). Choix passé inaperçu à l'époque, mais lourd de conséquences. Les gens bien informés savaient très bien quelle était la signification politique de cette nomination : Giscard avait envoyé un signe aux nostalgériques : « il est temps de sortir publiquement de votre ghetto. »

Une « cérémonie du Souvenir » polémique

Trois ans plus tard, Dominati sera l'homme par qui le scandale public arriva⁽¹²⁾. En juin 1980, il représenta à Toulon le gouvernement à une cérémonie dite « du Souvenir », en fait une défense et illustration de l'Algérie française. La date n'avait pas été choisie par hasard : c'était le 150^e anniversaire du débarquement à Sidi-Ferruch (1830). Avait été érigé au cœur de la ville un drôle de monument, « *d'environ deux mètres de haut sur six mètres de large* », sur lequel figuraient les mots « L'Algérie française. A tous ceux, Européens et musulmans, qui, souvent au prix de leur vie, ont pacifié, fertilisé et défendu sa terre. 1830-1962 ». Au pied de ce mur, « *un bas-relief représente un parachutiste couché, dont les épaulettes sont arrachées, et on lit la formule "Pour une parole donnée" (allusion à la promesse de garder l'Algérie française). Beaucoup ont reconnu dans ce parachutiste Roger Degueldre, lieutenant du 1^{er} régiment étranger de parachutistes,*

